

Défendons les libertés publiques !

Depuis plusieurs mois le gouvernement s'enferme dans une répression policière de plus en plus violente: mort de Zineb Redouane à Marseille le 2 décembre 2018 (une marche blanche est d'ailleurs prévue à ce sujet dans la ville le dimanche 15 septembre), violente charge qui a failli être fatale à Geneviève Legay le 23 mars dernier à Nice, mort de Steve Maia Caniço le 21 juin lors de la fête de la musique à Nantes. Concernant ce dernier, on peut se demander ce qui pouvait motiver une charge policière à 4h du matin dans un endroit loin de toute habitation. Et on n'oublie pas tout-es les mutilé-es qui ont perdu un œil ou encore une main du fait de l'usage massif de LBD qui est une arme létale que la France est l'un des rares pays d'Europe à utiliser pour réprimer les manifestations. Macron a osé dire « qu'il n'y avait pas eu de violences policières irréparables » ! Pire encore les trois commissaires de police qui ont dirigé les charges citées précédemment ont été décorés par Castaner !

A côté de cela une répression sans précédent s'abat sur les militant-es syndicaux dont celles et ceux de la FSU. Le SNES-FSU leur apporte tout son soutien. Plus grave encore, lors du dernier G7 à Biarritz, des militant-es de la LDH, dont une ses dirigeantes nationales, ont été mis-es en garde à vue alors qu'ils/elles étaient expressément présent-es lors d'une manif du contre G7 à Bayonne en tant qu'observateurs/trices dans le cadre de l'observatoire des droits et libertés (dont la FSU est partie prenante). Le SNES-FSU apporte tout son soutien à la LDH et à ses militant-es. Enfin (pour l'instant) toujours au contre G7, trois militants allemands ont pris trois mois de prison pour avoir transporté de la littérature gauchiste !

Tout cela est très inquiétant. C'est une dérive autoritaire, policière, répressive et autocratique du pouvoir actuel. Nous devons en tenir compte mais nous devons aussi continuer à défendre les libertés publiques et cela ne pourra pas se faire en se taisant !